

Accord national interprofessionnel  
**RETRAITE DES SALARIÉS NON CADRES**  
**(15 mars 1988)**

(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)  
(Etendu par arrêté du 21 juin 1988,  
*Journal officiel* du 30 juin 1988)

---

AVENANT N° 120 DU 18 SEPTEMBRE 2012  
À L'ACCORD DU 8 DÉCEMBRE 1961

NOR : ASET1251274M

Entre :

La CGPME ;

L'UPA ;

Le MEDEF,

D'une part, et

La CGT ;

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les articles 4, 5 et 6 de l'annexe A à l'accord du 8 décembre 1961 sont modifiés comme ci-après.

L'article 4 « Compensation » est modifié comme suit :

Le 1<sup>er</sup> alinéa est inchangé.

Au 2<sup>e</sup> alinéa, est ajoutée, *in fine*, une phrase libellée comme suit :

« Elle conduit ainsi, selon le rythme de réalisation des opérations de retraite, à une redistribution entre les institutions de l'excédent ou du déficit de trésorerie du régime. »

Dans le 3<sup>e</sup> et dernier alinéa, le mot « trimestriellement » est supprimé.

L'article 5, dont l'intitulé devient « Réserves techniques du régime », est désormais libellé comme suit :

« Les réserves techniques du régime sont constituées d'une réserve technique de fonds de roulement, assurant la couverture des besoins de trésorerie des opérations de retraite, et d'une réserve technique de financement à moyen et long terme, destinée à permettre le financement complémen-

taire que nécessiterait l'équilibre des opérations de retraite du fait des évolutions conjoncturelles ou de décisions prises par les partenaires sociaux.

Après couverture des besoins de trésorerie, la réserve technique de financement à moyen et long terme est dotée des excédents ou diminuée des déficits des opérations de retraite. Elle est augmentée des apports de fonds reçus au titre des contributions de maintien des droits à l'occasion d'intégrations dans le régime d'entreprises ou de secteurs nouveaux ou au titre des dispositions des articles 14 et 16 de l'accord.

Le conseil d'administration de l'ARRCO est chargé de répartir la réserve technique de financement à moyen et long terme entre les institutions, y compris la fédération. Chacune des institutions gère les quotes-parts des réserves techniques qui lui sont confiées, dans les conditions déterminées par le règlement financier de l'ARRCO. »

L'article 6, relatif aux contributions de maintien de droits, est supprimé.

Fait à Paris, le 18 septembre 2012.

(Suivent les signatures.)